

RAPPORT SEMESTRIEL 2019



MANITOU
GROUP

SITUATION AU 30 JUIN 2019

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

01	RAPPORT D'ACTIVITÉ	2
	1.1 Performances commerciales	2
	1.2 Compte de résultat consolidé	3
	1.3 Bilan consolidé	4
	1.4 Organigramme du groupe et renseignement sur les principales filiales	5
	1.5 Perspectives pour 2019	6
	1.6 Information sur les événements postérieurs à la clôture	6
	1.7 Principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice	7
	1.8 Information sur le capital et la gouvernance	10
	1.9 Informations relatives aux normes comptables et méthodes de consolidation	11
02	COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS	12
	2.1 États du résultat global	12
	2.2 Situation financière consolidée	14
	2.3 État des variations des capitaux propres consolidés	15
	2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés	16
2.5 Annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2019	17	
03	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2019	30
	3.1 Conclusion sur les comptes	30
	3.2 Vérification spécifique	30
04	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT	31

RAPPORT D'ACTIVITÉ

1.1 Performances commerciales	2
1.2 Compte de résultat consolidé	2
1.3 Bilan consolidé	3
1.4 Organigramme du groupe et renseignement sur les principales filiales	4
1.5 Perspectives pour 2019	5
1.6 Information sur les événements postérieurs à la clôture	6
1.7 Principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice	6
1.8 Information sur le capital et la gouvernance	7
1.9 Informations relatives aux normes comptables et méthodes de consolidation	10
	11

1 RAPPORT D'ACTIVITÉ

1.1 PERFORMANCES COMMERCIALES

Au 30 juin 2019, le groupe enregistre une très forte progression de ses ventes (+24 %) par rapport au premier semestre 2018. La croissance en Europe (+27 %) et en Amériques (+24 %) est favorisée par l'accélération des cadences de production qui a permis de réduire les délais de livraison et de normaliser le carnet de commandes, particulièrement élevé au 31 décembre 2018.

Par zone géographique, l'évolution des ventes est la suivante :

En Europe du Sud (CA : +32 %), tous les marchés et tous les matériels voient leurs ventes progresser. Ce sont les ventes auprès des loueurs et dans le secteur agricole qui connaissent la plus forte progression. L'Espagne et l'Italie connaissent la plus forte croissance relative.

En Europe du Nord (CA : +23 %), la situation est comparable avec l'Europe du Sud. La progression est plus soutenue dans les secteurs agricole et construction. Sur le plan géographique, les plus fortes augmentations de facturation se sont réalisées en Russie et au Benelux. Au Royaume-Uni, les anticipations de commandes pré-brexit ont été importantes.

En Amérique (CA : +24 %), la croissance est réalisée majoritairement en Amérique du Nord, l'Amérique du Sud restant sur une croissance modérée. Les ventes de matériels des deux divisions produit progressent bien.

En APAM (CA : +1 %), l'évolution des revenus est marquée par une croissance en Océanie qui compense le recul des ventes en Afrique australe.

Le niveau de prises de commandes sur la période est en recul de 24 % par rapport au premier semestre 2018. Cette baisse s'explique à la fois par un effet de lissage, ayant eu des commandes très importantes sur le dernier trimestre 2018, et par la réduction des délais de livraison, qui a pour conséquence un besoin de stock moins important des réseaux de distribution.

Le carnet de commandes revient progressivement vers un niveau historique de 3 mois pour atteindre 643 M€ contre 830 M€ en S1 2018.

L'ÉVOLUTION DES VENTES PAR DIVISION ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Chiffre d'affaires S1 2018						Chiffre d'affaires S1 2019				
Europe du Sud	Europe du Nord	Amériques	APAM	Total	M€ % tot	Europe du Sud	Europe du Nord	Amériques	APAM	Total
243 26 %	305 32 %	47 5 %	59 6 %	653 69 %	MHA	328 28 %	383 33 %	58 5 %	61 5 %	830 71 %
9 1 %	21 2 %	98 10 %	24 3 %	151 16 %	CEP	11 1 %	22 2 %	125 11 %	21 2 %	178 15 %
49 5 %	45 5 %	24 3 %	19 2 %	137 15 %	S&S	59 5 %	49 4 %	26 2 %	21 2 %	155 13 %
301 32 %	370 39 %	169 18 %	102 11 %	941 100 %	Total	398 34 %	454 39 %	209 18 %	103 9 %	1 163 100 %

ÉVOLUTION DES VENTES PAR DIVISION

● Évolution des ventes de la division Manutention et Nacelles (MHA)

La division Manutention et Nacelles réalise sur le semestre un chiffre d'affaires de 830 M€, en croissance de 27 % à taux de change constant par rapport au premier semestre 2018.

Les secteurs construction et agricole ont connu la plus forte croissance sur la période. Elle est portée par les ventes aux Etats-Unis et au Canada, axe stratégique de développement du groupe.

Les ventes aux loueurs connaissent également une hausse importante. Elle est toutefois moins soutenue que celle des autres secteurs.

● Évolution des ventes de la division Compact Equipment Products (CEP)

La division Compact Equipment Products enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 18 % à taux de change constant pour atteindre 178 M€.

Les ventes à destination des grandes sociétés de location progressent fortement sur le premier semestre, avec une part importante de chariots télescopiques. La division enregistre en revanche une plus faible augmentation des autres matériels.

● Évolution des ventes de la division Services & Solutions (S&S)

Le chiffre d'affaires de la division Services & Solutions progresse de 13 % à taux de change constant pour atteindre 155 M€.

Les ventes de pièces et accessoires progressent de plus de 8 %, bénéficiant de la dynamique des ventes de machines et ventes d'extensions de garanties.

La division enregistre par ailleurs des ventes de matériels d'occasion significatives sur le semestre. Ces ventes s'expliquent par cession de machines qui étaient dans flotte locative du groupe.

La division poursuit ses investissements en flotte locative, le chiffre d'affaires de la location progressant de près de 20 %.

Une offre de services connectés a été lancée sur le 1er semestre 2019. Cette offre permet aux utilisateurs finaux d'avoir une meilleure utilisation de leur machine grâce à l'exploitation de données.

1.2 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

COMPTE DE RÉSULTAT DU GROUPE

en M€		S1 2018	S1 2019
Chiffre d'affaires		941,5	1 163,5
Marge sur coût des ventes		153,6	192,4
	% du C.A.	16,3 %	16,5 %
Résultat opérationnel courant		63,0	90,1
	% du C.A.	6,7 %	7,7 %
Charges op. non récurrentes		-1,1	-0,9
Résultat opérationnel		61,9	89,1
	% du C.A.	6,6 %	7,7 %
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence		1,0	1,0
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés MEE		62,9	90,1
<i>Résultat net - Part du Groupe</i>		<i>40,7</i>	<i>59,7</i>

Le chiffre d'affaires du groupe progresse de 24 % en comparaison avec le semestre précédent.

La marge sur coût des ventes progresse de 0,2 point à 16,5 %, compte tenu de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle. Les cadences soutenues sur le premier semestre ont permis une utilisation optimisée des moyens de production.

Les frais de structure augmentent de 11,7 M€ par rapport au premier semestre 2018, soit une augmentation de 13 %, significativement inférieure à la croissance du chiffre d'affaires. Le résultat opérationnel progresse ainsi de 1 point pour atteindre 7,7 %.

Les charges non récurrentes, tout comme les charges financières sont restées stables par rapport à 2018. La charge d'impôt augmente de 8,9 M€ avec un taux d'impôt stable à 31 %.

Le résultat net part du groupe de la période ressort à 59,7 M€, soit une évolution de +19,0 M€ (+0,8 point) par rapport au 1^{er} semestre 2018.

COMPTE DE RÉSULTAT PAR DIVISION

en M€	MHA	CEP	S&S	S1 18	MHA	CEP	S&S	S1 19
Chiffre d'affaires	653,4	151,5	136,6	941,5	829,9	178,4	155,2	1 163,5
Marge sur coût des ventes	96,3	20,0	37,4	153,6	124,1	24,4	43,9	192,4
% CA	14,7 %	13,2 %	27,4 %	16,3 %	15,0 %	13,7 %	28,3 %	16,5 %
Recherche, ventes & admin.	-48,1	-16,3	-26,1	-90,6	-52,4	-20,5	-29,3	-102,3
Résultat opérationnel courant	48,2	3,6	11,2	63,0	71,6	3,9	14,6	90,1
% CA	7,4 %	2,4 %	8,2 %	6,7 %	8,6 %	2,2 %	9,4 %	7,7 %
Charges op. non récurrentes	-0,9	-0,1	-0,1	-1,1	-0,6	-0,2	-0,1	-0,9
Résultat opérationnel	47,2	3,6	11,2	61,9	71,0	3,7	14,4	89,1
% CA	7,2 %	2,3 %	8,2 %	6,6 %	8,6 %	2,1 %	9,3 %	7,7 %

La division **Material Handling & Access (MHA)** enregistre une croissance de 27 %, soit +176,5 M€. Les ventes ont fortement progressé sur le semestre du fait d'un carnet de commandes important à fin décembre 2018 et d'une accélération des cadences de production, qui a permis de livrer les clients plus rapidement sur le premier semestre.

La marge sur coût des ventes est en amélioration de 0,3 point à 15,0 %, compte tenu d'une meilleure absorption des charges fixes, les volumes de production ayant été élevés sur l'ensemble du semestre.

Les frais de recherches, de ventes et administratifs sont en hausse de 4,3 M€.

La division poursuit le développement de produits innovants. Elle a notamment présenté au salon Bauma, sous le label "Oxygen", une nacelle élévatrice 100 % électrique de 20m et un concept de chariot télescopique électrique compact.

Le premier semestre est également marqué par le lancement d'un nouveau chariot télescopique produit en Inde et destiné aux pays émergents.

Le résultat opérationnel courant est en hausse de 23,4 M€ par rapport au premier semestre 2018, à 71,6 M€ soit 8,6 % du chiffre d'affaires de la division.

La division **Compact Equipment Products (CEP)** connaît également une belle progression de ses ventes, +18 % pour atteindre 178,4 M€.

La marge sur coût des ventes progresse de 0,5 point, à 13,7 %, conséquence d'un volume de production plus important, d'économies techniques sur les nomenclatures produits et d'une diminution des coûts de garanties.

Les frais fixes hors production augmentent de 4,2 M€ pour atteindre 20,5 M€ soit 11,5 % contre 10,8 % en 2018.

La division a renforcé sa présence commerciale aux Etats-Unis pour mieux servir son réseau de concessionnaires et clients grands comptes.

Le résultat opérationnel courant ressort à 2,2 % contre 2,4 % en 2018.

La division **Services & Solutions (S&S)** a un chiffre d'affaires en croissance de 18,6 M€ (13,6 %) à 155,2 M€.

Ces bonnes performances commerciales permettent de dégager une marge sur coût des ventes en augmentation de 0,9 point à 28,3 %.

Les charges commerciales et administratives de la division progressent de 3,2 M€ (+12,2 %), en résulte un résultat opérationnel courant en progression de 1,2 point à 9,4 %.

1.3 BILAN CONSOLIDÉ

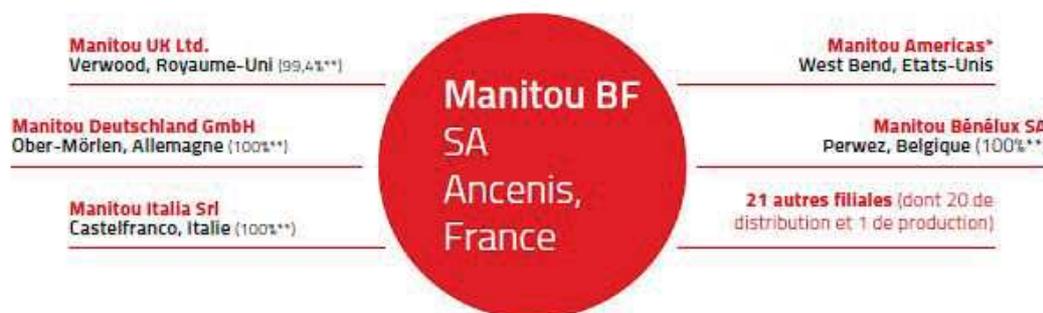
ÉVOLUTIONS BILANCIELLES

Les principales évolutions sur le semestre sont les suivantes :

- Au 30 juin 2019, le besoin en fonds de roulement atteint 596 M€ (26 % du CA) contre 536 M€ au 31 décembre 2018 (28 % du CA).
- Les investissements sur le semestre sont de 40 M€ contre 25 M€ sur le premier semestre 2018 et sont composés principalement d'investissements en outils informatiques, bâtiments et capacité de production.
- La dette nette du groupe ressort à 185 M€ (hors impact IFRS 16), soit un gearing de 29,7 % contre 24,8 % au 31 décembre 2018.
- Après une distribution de dividendes de 29,8 M€, les capitaux propres s'établissent à 625 M€ à la fin du 1er semestre, soit 42 % du total bilan.

1.4 ORGANIGRAMME DU GROUPE ET RENSEIGNEMENTS SUR LES PRINCIPALES FILIALES

Organigramme du Groupe au 30 juin 2019



* Manitou Americas comprend Manitou Equipment America & Manitou North America

** Pourcentage de détention par Manitou BF

MANITOU BF

430, rue de l'Aubinière – Ancenis – France

Activité :

Siège social du groupe.

Distribution de l'ensemble des produits du groupe pour la France et des produits Manutention et Nacelles (MHA) pour les pays où le groupe ne dispose pas de filiale de distribution.

Conception et assemblage de chariots télescopiques, nacelles, chariots à mâts et matériels de magasinage.

Plateforme de distribution de pièces de rechange.

La société dispose de 4 établissements de production, situés à Ancenis, Laillé, Candé et Beaupréau en France et d'une plateforme de pièces de rechange à Ancenis.

<i>en normes IFRS</i>	S1 2018	S1 2019
Chiffre d'affaires	667,8 M€	872,5 M€
Résultat net	43,0 M€	45,8 M€
Effectifs fin de période	2 062	2 320

MANITOU EQUIPMENT AMERICA & MANITOU NORTH AMERICA

One Gehl Way

West Bend Wisconsin 53095 – Etats-Unis

Filiale à 100 % de Manitou BF

Activité :

Distribution de l'ensemble des produits du groupe pour les Etats-Unis et de la gamme Compact Equipment (CEP) dans les pays non couverts par des filiales commerciales du groupe.

Conception et assemblage de matériels compacts. La société, dont le siège social est à West Bend dans le Wisconsin, dispose de trois sites de production localisés à Yankton et Madison dans le South-Dakota et à Waco au Texas, ainsi que d'une plateforme de distribution de pièces de rechange à Belvidere dans l'Illinois.

<i>en normes IFRS</i>	S1 2018	S1 2018	S1 2019	S1 2019
Chiffre d'affaires	223,9 M\$	185,0 M€	258,1 M\$	228,4 M€
Résultat net	5,4 M\$	4,5 M€	7,3 M\$	6,5 M€
Effectifs fin de période		909		1 005

MANITOU ITALIA

Via Emilia – Cavazzona
41013 Castelfranco - Italie
Filiale à 100 % de Manitou BF

Activité :

Conception, assemblage et distribution de chariots tout terrain télescopiques à bras fixes et rotatifs ainsi que de chariots télescopiques de fort tonnage. La société distribue par ailleurs l'ensemble des produits du groupe sur le territoire italien.

<i>en normes IFRS</i>	S1 2018	S1 2019
Chiffre d'affaires	142,0 M€	178,5 M€
Résultat net	8,2 M€	12,3 M€
Effectifs fin de période	270	302

MANITOU UK LTD

Ebblake Industrial Estate
Verwood - Dorset BH 31 6BB – Royaume-Uni
Filiale à 99,4 % de Manitou BF

Activité : Distribution de l'ensemble des produits du groupe pour le Royaume-Uni et l'Irlande.

<i>en normes IFRS</i>	S1 2018	S1 2018	S1 2019	S1 2019
Chiffre d'affaires	77,3 M£	87,9 M£	99,9 M£	114,4 M£
Résultat net	1,9 M£	2,2 M£	2,3 M£	2,6 M£
Effectifs fin de période		45		45

MANITOU DEUTSCHLAND GmbH

Diesel Strasse 34
61239 Ober Mörlen - Allemagne
Filiale à 100 % de Manitou BF

Activité : Distribution de l'ensemble des produits du groupe pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse auprès des concessionnaires et grands comptes. Gestion directe d'une concession en Allemagne.

<i>en normes IFRS</i>	S1 2018	S1 2019
Chiffre d'affaires	57,8 M€	65,7 M€
Résultat net	1,8 M€	0,8 M€
Effectifs fin de période	39	43

MANITOU BENELUX SA

Rue des Andains 2
1360 Perwez – Belgique
Filiale à 100 % de Manitou BF

Activité : Distribution de l'ensemble des produits du groupe pour la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg.

<i>en normes IFRS</i>	S1 2018	S1 2019
Chiffre d'affaires	73,4 M€	99,1 M€
Résultat net	2,1 M€	1,9 M€
Effectifs fin de période	27	28

1.5 PERSPECTIVES POUR 2019

Compte tenu du niveau de facturation historique du premier semestre, les anticipations, pour l'année 2019, d'une croissance du chiffre d'affaires de plus de 10 % par rapport à 2018 et d'un résultat opérationnel courant de l'ordre de 7,3 % du chiffre d'affaires restent confirmées.

1.6 INFORMATIONS SUR LES ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant

1.7 DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET DES PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Ce rapport d'activité intègre certaines hypothèses et anticipations qui, par nature, peuvent ne pas se révéler exactes. Les principaux risques et incertitudes portant sur les six mois restants de l'exercice qui ont été identifiés, sont présentés ci-dessous. Ils pourraient avoir un effet négatif sur la position financière, les résultats, les perspectives du groupe ou le cours de ses actions.

RISQUES OPÉRATIONNELS

- **Risques relatifs aux fournisseurs**

Les limites capacitaires des outils de production de certains fournisseurs ou l'insuffisance de leurs moyens pour résister ou répondre à la volatilité de l'activité économique, le dimensionnement de leurs moyens pour financer leur développement représentent des risques pour la société mère et ses filiales. Ce risque est d'autant plus important que le groupe connaît actuellement une forte croissance de son activité.

Certaines défaillances ou difficultés rencontrées par des fournisseurs ont pu conduire à des arrêts partiels de lignes de production ainsi qu'à des retards dans la fabrication ou le développement des produits Manitou.

Manitou n'est pas en situation de dépendance vis à vis de ses fournisseurs. Néanmoins, la substitution d'un fournisseur peut nécessiter un processus long de sélection et de qualification. Elle sera d'autant plus compliquée que l'organe concerné est complexe (moteurs, ponts, cabines...).

Pour faire face à ce risque, le groupe analyse de manière régulière la criticité de chacun de ses fournisseurs : capacités opérationnelles, capacités financières, performance qualité, etc. Des audits sont réalisés afin de mesurer l'amélioration continue et mettre en place des plans d'actions quand cela est nécessaire.

- **Risques industriels et environnementaux**

Les risques industriels se limitent essentiellement à un incendie ou une explosion au sein des installations de production. D'importants moyens ont été déployés sur l'ensemble des sites de fabrication ainsi que sur les centres de gestion logistique des pièces de rechange pour prévenir ces risques et en contenir les effets immédiats.

- **Risques qualité**

Les matériels fabriqués par le groupe mettent en œuvre des technologies complexes, telles que l'hydraulique ou l'électronique embarquée. Pour tout nouveau produit, un plan de validation est mis en place pour contrôler la qualité des composants et le respect du cahier des charges en matière de fiabilité et de sécurité. Malgré les moyens importants mis en œuvre, la société mère et ses filiales ne peuvent garantir que des retards ou des erreurs de conception, de développement industriel ou de défaut d'assemblage n'interviendront pas sur les gammes existantes ou futures.

- **Dépendance par rapport au bon fonctionnement des systèmes d'information**

La plupart des fonctions et processus organisationnels s'appuient sur des outils, des logiciels et des infrastructures techniques interconnectés entre les différents sites. Les principaux risques de dysfonctionnement sont l'interruption des services informatiques, l'atteinte à la confidentialité et l'intégrité des données, et la capacité du groupe à gérer la mise en œuvre de ses nouveaux outils informatiques.

Un dysfonctionnement majeur pourrait avoir un impact sur les opérations et la rentabilité du groupe.

RISQUES COMMERCIAUX

- **Risques relatifs aux marchés et aux activités du groupe**

Le groupe distribue ses produits dans plus de 140 pays à travers un réseau de concessionnaires indépendants. L'émergence d'une crise économique, financière, bancaire ou politique sur un ou plusieurs marchés géographiques pourrait influencer les activités du groupe, avoir un impact sur la position financière du groupe et sur son résultat opérationnel.

Ainsi, les périodes d'activité économique réduite et a fortiori les périodes de crise peuvent contribuer à une baisse importante de la demande : baisse des investissements, accès difficile au crédit, barrière à l'importation, limitation des assurances crédit.

- **Risque clients**

Le risque clients est le risque de défaut de la clientèle face à ses engagements contractuels ou à l'encaissement de créances. Dans la plupart des entités, le risque de crédit est partiellement ou totalement couvert par une assurance crédit.

La base des concessionnaires relativement fractionnée limite le risque lié aux défaillances de certains de ses clients.

Les clients grands comptes exposent potentiellement le groupe à des risques crédit plus importants, mais sur des périodes généralement plus limitées et donc mieux maîtrisables.

RISQUES RELATIFS AUX CLIENTS POUR LA PART DES CRÉANCES NON COUVERTES PAR DES ASSURANCES

Dans le cadre de ses activités commerciales, le groupe est confronté au risque d'insolvabilité de ses clients pour la part des créances non couvertes par les assurances.

Une fonction centrale de crédit management a pour mission de supporter de façon ad-hoc les besoins des filiales commerciales pour le traitement des dossiers les plus techniques ou sensibles.

RISQUES JURIDIQUES

● Risques liés à la législation et à son évolution

Les activités du groupe sont soumises à diverses législations qui peuvent être complexes et sont susceptibles d'évoluer. Le groupe ne peut donc exclure tout risque de non-conformité. Toutefois, Manitou porte une attention particulière au respect des législations en vigueur et aux actions à mener pour se conformer et adapter ses activités aux nouvelles réglementations, recommandations, normes nationales, européennes et internationales. Manitou renforce ses pratiques et ses procédures anticorruption afin de répondre pleinement à la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin 2) et au Règlement général sur la protection des données (RGPD).

● Risque environnement réglementaire

L'évolution des normes réglementaires, notamment en matière d'émissions polluantes, contraint à modifier la conception des matériels dans le respect du planning et des règles imposées par le législateur. Le groupe mobilise une part importante de ses ressources en recherche et développement pour satisfaire aux obligations réglementaires tout en optimisant la performance de ses machines. Il existe toutefois un risque que certains États ou certaines régions aient une interprétation ou puissent décider d'une application plus restrictive des normes, pénalisant ou complexifiant la commercialisation des produits.

● Risque de litige

Plusieurs sociétés du groupe sont actuellement impliquées dans des contentieux ou des procédures judiciaires. Les litiges peuvent être de nature commerciale, sociale ou liés à la propriété intellectuelle ou aux risques produits.

Les provisions enregistrées correspondent à la meilleure estimation à la date de clôture, par le groupe et ses conseils, des risques encourus sur les litiges en cours.

Litige pour contrefaçon

En mai 2017, le groupe Manitou a été assigné par la société J.C. Bamford Excavators Limited (JCB), en France, au Royaume-Uni puis en Italie pour la contrefaçon de deux brevets européens. En décembre 2018, JCB a de nouveau assigné le groupe en contrefaçon pour un troisième brevet. En l'état de l'avancement des procédures, le risque financier susceptible d'être encouru est difficile à estimer. De plus, une sortie de ressource au titre de ces demandes semble peu probable eu égard aux éléments avancés par Manitou pour se défendre. Par conséquent, aucune provision au titre de ces demandes n'a été comptabilisée dans les comptes du groupe.

Voir également la note 4 figurant dans les annexes aux états financiers consolidés au 30 juin 2019.

● Risque associé au Brexit

Les conséquences du vote du « Brexit » le 23 juin 2016 sont à ce stade incertaines et dépendront de nombreux facteurs, notamment des modalités de mise en œuvre. Le Brexit pourrait avoir des conséquences sur la conjoncture européenne et sur l'activité du marché britannique. L'affaiblissement marqué de la livre sterling se matérialise déjà dans les comptes et est susceptible également de rendre nos produits moins concurrentiels face à des constructeurs britanniques. La sensibilité du groupe au risque de change sur la livre sterling est précisée dans la note 3.2.3 du Document de référence 2018.

RISQUES FINANCIERS

● Risque de financement et de liquidité

Les moyens de financement à long terme sont concentrés au sein de Manitou BF. La convention de crédit de la société mère a été aménagée et étendue en décembre 2016 pour une période de 5 ans, à laquelle s'ajoute deux possibilités d'extension d'un an qui ont été exercées. La maturité du contrat de financement a ainsi été étendue au second semestre 2023. Ce contrat inclut des clauses de ratios (covenants), de « material adverse change » et de « cross default » pouvant limiter les possibilités d'utilisation ou affecter le terme des lignes de crédit. Il comprend des clauses de « negative pledge » assorties de seuils et de dérogations. Les covenants de l'ensemble des financements étaient respectés au 30 juin 2019 et les lignes existantes couvrent les besoins requis pour les 6 prochains mois (voir également note 9.3 des comptes consolidés résumés au 30 juin 2019).

Par ailleurs, la société Manitou BF a procédé en juin 2019 à l'émission d'un nouvel emprunt obligataire privé de 105 M€. Ce placement privé, conclu à des conditions favorables pour le groupe Manitou, lui permet d'allonger la maturité de sa dette et de poursuivre la stratégie de diversification de ses sources de financement. Il a pour vocation de refinancer à terme la dette obligataire existante et sera affecté majoritairement au développement de l'entreprise.

Enfin, la société Manitou BF dispose de lignes ordinaires de découvert bancaire d'un montant de 67 M€ à la date de publication de ce rapport.

Échéancier des actifs et passifs liés aux activités de financement au 30 juin 2019

Lignes	Bénéficiaires	Maturité	Montant en devise locale	Montant en euros	Utilisation au 30.06.2019	A moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
<i>en millions d'euros</i>								
Convention de crédit (Déc. 16)								
Revolving Facility Multidevise (\$/€)	Manitou BF ou Manitou Americas	Dec. 23	180	180	70	70	0	0
Autres passifs financiers								
Obligataire 2	Manitou BF	Dec.19	12	12	12	12	0	0
Obligataire 3	Manitou BF	Juil 22	25	25	25	0	25	0
Obligataire 2019	Manitou BF	Juin 25	10	10	10	0	0	10
Obligataire 2019	Manitou BF	Juin 26	25	25	25	0	0	25
Obligataire 2019	Manitou BF	Juin 27	70	70	70	0	0	70
Autres Emprunts Bancaires	Manitou BF	Déc. 21 à Déc.29	14	14	14	1	10	3
Autres *	Divers		67	67	36	36	0	0
Total groupe				403	263	119	35	108
Instruments dérivés					3			
Engagements de rachat de titres minoritaires et autres					17			
Total dette financière					283			
Trésorerie et actifs financiers					98			
Total dette nette (hors passifs de loyers)					185			
Passifs de loyers					16			
Total dette nette					201			

* Lignes ordinaires de découvert bancaire

Récapitulatif des conditions attachées aux lignes de crédit

Lignes	Signataire	Principales clauses contractuelles S2 2016 à S2 2023
Revolving Facility	Manitou BF	Gearing < 1 Leverage <3,5 sauf quelques exceptions Limitation des investissements Limitation des acquisitions et des cessions des actifs Limitation de l'endettement additionnel Clause de changement de contrôle Dividende inférieur à 100% du résultat net

● Risque de taux de change

Une variation importante des taux de change pourrait avoir une incidence sur les résultats du groupe Manitou à travers l'impact de conversion des devises qu'elle générerait, ainsi qu'à travers la pression qu'elle pourrait engendrer sur les prix de commercialisation dans certaines zones géographiques.

Au cours du premier semestre 2019, le groupe Manitou a facturé environ 33% de ses ventes en devises étrangères, principalement en dollars US (16%), en livres sterling (9%), en rands sud africains (1%), en dollars australiens (3%) et en rouble russe (2%). A fin juin, les couvertures de change couvrent partiellement les prévisionnels d'exposition nette du second semestre 2019 et du premier semestre 2020.

1.8 INFORMATION SUR LE CAPITAL ET LA GOUVERNANCE

CAPITAL SOCIAL

Au 30 juin 2019, le capital social s'élève à 39 668 399 euros et est composé de 39 668 399 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION

Partant d'une valeur de clôture de 22,4 euros au 31 décembre 2018, le cours a touché son plus bas niveau le 03 janvier à 20,8 euros avant d'atteindre son plus haut niveau le 26 avril à 30,8 euros et de clôturer le semestre à 27,2 euros.

Au cours du premier semestre, le nombre de titres moyen échangés sur Euronext par séance a été de 27 373 contre 15 895 pour le premier semestre 2018.

Évolution du cours de bourse et des transactions

Période	Volume	+ Haut €	+ Bas €	Fin de mois	Capitalisation boursière (M€)
Janvier 2018	307 723	34,4	29,5	34,4	1 361
Février	341 143	37,3	32,1	36,6	1 448
Mars	464 721	36,8	31,4	34,5	1 365
Avril	248 355	37,7	32,1	37,7	1 494
Mai	293 087	38,0	35,2	35,5	1 404
Juin	347 717	36,8	31,1	32,3	1 279
Juillet	463 507	33,0	29,9	32,6	1 293
Août	268 933	34,8	30,7	31,2	1 238
Septembre	266 438	32,5	28,7	31,9	1 263
Octobre	374 634	31,9	22,2	25,0	990
Novembre	311 108	26,6	22,0	25,7	1 017
Décembre 2018	421 911	26,4	18,5	22,4	889
Total/ + Haut/ + Bas	4 109 277	38,0	18,5		

Janvier 2019	355 600	27,5	20,8	26,6	1 055
Février	280 233	27,7	25,1	25,6	1 014
Mars	691 250	28,8	22,7	24,9	988
Avril	844 938	30,8	24,7	29,3	1 162
Mai	605 212	29,4	24,1	25,3	1 004
Juin	644 390	28,9	24,4	27,2	1 077
Total/ + Haut/ + Bas	3 421 623	30,8	20,8		

Source : Euronext

ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

Néant.

ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE EN 2019

Fonctionnement du Conseil d'administration

L'Assemblée générale annuelle du 13 juin 2019 a approuvé le renouvellement de M. Dominique Bamas ainsi que le renouvellement de M. Pierre-Henri Ricaud, en qualité d'administrateurs indépendants, pour une durée de quatre années qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Pacte d'actionnaire

Les actionnaires familiaux ont signé le 3 mai 2017 un pacte d'actionnaires, qui est entré en vigueur le 10 juin 2017 pour une durée de 4 ans. Ce pacte d'actionnaires a fait l'objet d'un avenant n°1, signé et entré en vigueur le 6 mars 2019. Cet avenant a essentiellement eu pour objet :

- de maintenir, au-delà du terme initialement prévu, 4 administrateurs indépendants, sans réduire ce nombre à 3 comme le prévoyait le pacte originellement. Ainsi, lors de l'assemblée générale de juin 2019 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, deux administrateurs ont été nommés en qualité d'administrateurs indépendants pour une durée de 4 ans,
- d'augmenter la majorité requise à plus des trois-quarts pour l'approbation préalable du Conseil d'administration de Manitou BF des opérations dilutives sur le plan financier ou sur le plan des droits de vote, contrairement à la majorité des trois-quarts initialement mise en place

Ainsi, à la suite de l'Assemblée générale annuelle du 13 juin 2019, les statuts de la société ont été modifiés en vue de renforcer la majorité requise au sein du Conseil d'Administration concernant l'adoption de certaines décisions.

1.9 INFORMATIONS RELATIVES AUX NORMES COMPTABLES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les états financiers intermédiaires résumés portant sur la période de 6 mois, close au 30 juin 2019, du groupe Manitou, ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

02

COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

2.1 États du résultat global	12
2.2 Situation financière consolidée	14
2.3 État des variations des capitaux propres consolidés	15
2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés	16
2.5 Annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2019	17

2 COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2019

2.1 ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>en milliers d'euros</i>	2018	S1 2018	S1 2019
Chiffre d'affaires	1 883 578	941 458	1 163 487
Coût des biens et services vendus	-1 569 798	-787 809	-971 099
Frais de recherche et développement	-23 908	-11 631	-14 576
Frais commerciaux, marketing et service	-105 116	-51 499	-58 339
Frais administratifs	-56 152	-27 973	-29 505
Autres produits et charges d'exploitation	736	498	103
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	129 341	63 045	90 071
Produits et charges opérationnels non courants	-3 237	- 1 121	-945
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	126 104	61 924	89 126
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	2 326	1 017	957
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MEE	128 431	62 941	90 082
Produits financiers	24 698	15 162	24 094
Charges financières	-30 673	-18 711	-26 736
Résultat financier	-5 974	-3 550	- 2 641
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	122 456	59 391	87 439
Impôts	-38 103	-18 377	-27 359
RÉSULTAT NET	84 354	41 014	60 079
Part du Groupe	84 109	40 710	59 742
Intérêts minoritaires	245	304	337
Résultat par action (en euros)	2018	S1 2018	S1 2019
Résultat net part du Groupe	2,20	1,06	1,56
Résultat dilué par action	2,20	1,06	1,56

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ET RÉSULTAT GLOBAL

<i>en milliers d'euros</i>	2018	S1 2018	S1 2019
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	84 354	41 014	60 079
Ajustements de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-169	-81	143
<i>Dont variation de juste valeur portée en capitaux propres</i>	-169	-81	143
<i>Dont variation de juste valeur transférée en résultat de la période</i>	0	0	0
Écarts de change résultant des activités à l'étranger	5 297	3 283	2 228
<i>Dont part revenant au groupe</i>	5 847	3 356	2 156
<i>Dont part revenant aux minoritaires</i>	-550	-72	72
Instruments de couverture de taux d'intérêt et de change	-459	100	433
<i>Dont part revenant au groupe</i>	-459	100	433
<i>Dont part revenant aux minoritaires</i>	0	0	0
Éléments recyclables du résultat global	4 670	3 302	2 803
Gains (pertes) actuariels sur engagements de retraite et assimilés	4 073	2 106	-3 605
<i>Dont part revenant au groupe</i>	4 057	2 106	-3 595
<i>Dont part revenant aux minoritaires</i>	16	0	-11
Éléments non recyclables du résultat global	4 073	2 106	-3 605
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	8 743	5 408	-802
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	93 097	46 422	59 278
DONT PART REVENANT AU GROUPE	93 386	46 191	58 879
DONT PART REVENANT AUX MINORITAIRES	-286	231	399

Les autres éléments du résultat global sont présentés après effet d'impôts liés. Les effets fiscaux se ventilent de la façon suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	2018	S1 2018	S1 2019
Éléments recyclables du résultat global	297	-29	-249
Éléments non recyclables du résultat global	-449	-557	-517
Total effets fiscaux	-152	-586	267

2.2 SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Montant Net 30.06.2019
ACTIF NON COURANT		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	175 652	186 641
GOODWILL	288	288
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	43 333	47 823
DROIT D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS		14 421
PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	18 008	16 495
CRÉANCES DE FINANCEMENT DES VENTES	8 210	10 126
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF	16 588	16 660
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	8 708	7 578
AUTRES ACTIFS NON COURANTS	375	410
	271 162	300 440
ACTIF COURANT		
STOCKS ET EN-COURS	574 640	614 387
CLIENTS	361 685	438 552
CRÉANCES DE FINANCEMENT DES VENTES	2 487	2
AUTRES DÉBITEURS		
Impôt courant	5 858	1 692
Autres créances	41 538	39 075
ACTIFS FINANCIERS COURANTS	4 412	4 365
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	27 623	93 679
	1 018 243	1 191 752
ACTIFS DESTINÉS A LA VENTE	215	0
TOTAL GÉNÉRAL	1 289 620	1 492 192

PASSIF

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Montant Net 30.06.2019
Capital social	39 668	39 668
Primes	46 098	46 098
Actions propres	-24 018	-23 958
Réserves consolidées	442 629	493 247
Écarts de conversion monétaire	3 903	5 583
Résultat (part du Groupe)	84 109	59 742
CAPITAUX PROPRES (part du Groupe)	592 389	620 381
INTÉRÊTS MINORITAIRES	4 585	4 989
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	596 974	625 369
PASSIF NON COURANT		
PROVISIONS - PART A PLUS D'UN AN	45 368	48 632
AUTRES PASSIFS NON COURANTS	3 101	3 283
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIF	1 144	1 209
PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS		
Emprunts et dettes	38 477	151 389
PASSIFS DE LOYERS NON COURANTS		10 193
	88 090	214 706
PASSIF COURANT		
PROVISIONS - PART A MOINS D'UN AN	15 086	16 418
DETTES FOURNISSEURS	292 715	325 564
AUTRES DETTES COURANTES		
Impôt courant	6 457	16 498
Autres dettes	148 640	155 648
PASSIFS FINANCIERS COURANTS	141 658	132 080
PASSIFS DE LOYERS COURANTS		5 908
	604 556	652 116
TOTAL GÉNÉRAL	1 289 620	1 492 192

2.3 ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Primes	Actions propres	Réserves	Résultat de l'exercice	Écart de conversion	Écart de réévaluation	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (part du Groupe)	Intérêts minoritaires	TOTAL GENERAL DES CAPITAUX PROPRES
<i>en milliers d'euros</i>										
Situation au 31.12.2017	39 622	45 529	-24 305	412 858	59 955	-3 440	908	531 126	1 974	533 100
Résultats 2017				59 955	-59 955			0	0	0
Résultats du premier semestre 2018					40 710			40 710	304	41 014
Dividendes hors groupe				-23 765				-23 765	-103	-23 868
Variation écarts de conversion						3 356		3 356	-72	3 283
Écarts d'évaluation IFRS				72				72		72
Première application IFRS 15				-4 887				-4 887	-8	-4 694
Mouvements sur titres d'autocontrôle			19					19		19
Écarts actuariels sur avantages au personnel				2 106				2 106		2 106
Variation de périmètre et divers	46	569		-62		10		563	189	752
Variation des pactes d'actionnaires									31	31
Situation au 30.06.2018	39 688	46 098	-24 286	446 277	40 710	-75	908	549 300	2 316	551 615
Résultats du second semestre 2018					43 399			43 399	-59	43 340
Dividendes hors groupe				12				12	1	13
Variation écarts de conversion						2 491		2 491	-478	2 014
Écarts d'évaluation IFRS				-918				-918		-918
Mouvements sur titres d'autocontrôle			268					268		268
Écarts actuariels sur avantages au personnel				1 951				1 951	17	1 967
Variation de périmètre et divers				-5 600		1 486		-4 114	4 062	-52
Variation des pactes d'actionnaires									-1 273	-1 273
Situation au 31.12.2018	39 668	46 098	-24 018	441 722	84 109	3 903	908	592 389	4 585	596 974
Résultats 2018				84 109	-84 109			0	0	0
Résultats du premier semestre 2019					59 742			59 742	337	60 079
Dividendes hors groupe				-29 763				-29 763	-104	-29 867
Variation écarts de conversion						2 156		2 156	72	2 228
Écarts d'évaluation IFRS				647				647		647
Première application IFRS 16				-1 190				-1 190	-3	-1 193
Mouvements sur titres d'autocontrôle			60					60		60
Écarts actuariels sur avantages au personnel				-3 594				-3 594	-11	-3 605
Variation de périmètre et divers				407		-475		-68	-345	-413
Variation des pactes d'actionnaires									458	458
Situation au 30.06.2019	39 668	46 098	-23 958	492 340	59 742	5 583	908	620 381	4 989	625 369

2.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>en milliers d'euros</i>	2018	S1 2018	S1 2019
RÉSULTAT NET	84 354	41 014	60 079
Annulation de la quote-part des résultats des entreprises associées	-2 326	-1 017	-957
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et non liés à l'activité</i>			
+ Amortissements	35 925	17 748	21 397
- Variation de provisions et pertes de valeur	728	2 607	1 885
- Variation des impôts différés	2 662	1 895	408
+/- Gain (perte) sur cession d'actif non courant	-47	-32	114
+/- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	1 027	34	485
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	122 502	62 249	83 412
<i>Incidence des décalages de trésorerie sur les créances d'exploitation</i>			
+/- Variation des stocks	-114 396	-28 767	-32 230
+/- Variation des créances clients	-35 548	-50 720	-75 571
+/- Variation des créances de financement des ventes	-5 999	-4 177	797
+/- Variation des autres créances d'exploitation	-9 756	-3 404	2 643
+/- Variation des dettes fournisseurs	35 450	55 218	31 910
+/- Variation des autres dettes d'exploitation	18 534	1 829	6 850
+/- Variation des créances et dettes d'impôt	3 648	5 322	14 194
+/- Variation des dettes liées aux activités de financement des ventes	0	0	0
+/- Variation des machines données en location immobilisées	-19 146	-6 194	-11 332
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	-4 712	31 357	20 672
<i>Incidence des décalages de trésorerie sur les opérations d'investissement</i>			
+ Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	165	67	469
+ Cessions d'actifs financiers non courants	-35	-57	506
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles (hors flotte)	-46 412	-18 825	-28 674
- Diminution (augmentation) des autres actifs financiers	-132	-97	-935
+/- Acquisitions de filiales net de la trésorerie acquise	63	137	-459
- Augmentation de capital des entreprises associées	0	0	0
+ Dividendes reçus d'entreprises associées	4 886	4 903	2 454
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT	-41 464	-13 872	-26 638
<i>Incidence des décalages de trésorerie sur les opérations de financement</i>			
+ Augmentation de capital	615	615	0
- Réduction de capital			
- Operation de fusion			
- Distributions mises en paiement	-23 855	-23 868	-29 866
+/- Vente/rachat d'actions propres	-65	0	-163
+/- Variation des dettes financières	30 805	-26 032	98 873
<i>dont nouveaux tirages</i>	40 087	17	148 855
<i>dont remboursements</i>	- 9 282	-26 049	-49 982
+/- Autres	4 630	3 012	-3 929
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT	12 130	-46 272	64 914
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE, DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES DÉCOUVERTS BANCAIRES	-34 046	-28 787	58 948
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture	34 135	34 135	-609
Effet de la variation des cours de change sur la trésorerie	-698	478	467
TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DÉCOUVERTS BANCAIRES A LA CLÔTURE	-609	5 826	58 806

2.5 ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2019

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Identité de la société

Manitou BF SA est une Société Anonyme à Conseil d'administration de droit français au capital de 39 668 399 euros composé de 39 668 399 actions de 1 euro nominal, entièrement libérées. Les actions sont cotées au compartiment "A" de NYSE Euronext Paris.

Le siège social de la société mère, correspondant également au principal site de production du groupe, est :
430 rue de l'Aubinière - BP 10249 - 44158 - ANCENIS Cedex France.

La société est inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nantes sous le numéro :
857 802 508 RCS Nantes - SIRET : 857 802 508 00047 - Code APE : 292 D - Code NAF : 2822Z.

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

Note 1.1 Normes et interprétations appliquées

Application et interprétation des normes et règlements

Les états financiers intermédiaires résumés portant sur la période de 6 mois, close au 30 juin 2019 du groupe Manitou, ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2018 établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne et émises par l'International Accounting Standard Board (IASB).

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31 décembre 2018 à l'exception des nouvelles normes et interprétations.

Les normes, interprétations et amendements des normes existantes et applicables, qui sont d'application obligatoire à compter de l'exercice 2019, n'ont pas d'incidence significative sur les comptes du groupe, à l'exception de la norme IFRS 16.

La norme IFRS 16 « Contrats de location » modifie le mode de comptabilisation des contrats de location par les preneurs. Elle remplace la norme IAS 17 et les interprétations IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27. La norme IFRS 16, qui est entrée en vigueur au 1er janvier 2019, impose un mode de comptabilisation unique des contrats de location par les preneurs.

Le groupe a appliqué la méthode rétrospective simplifiée avec le calcul du droit d'utilisation depuis l'origine pour les contrats en cours au 1er janvier 2019. L'effet cumulatif de l'application initiale a été comptabilisé au 1er janvier 2019. Le groupe a ainsi diminué le montant de ses capitaux propres d'ouverture de 1,2 M€, net d'impôts différés, pour refléter l'effet cumulatif de la première application de la norme. L'application de la norme IFRS 16 a généré une augmentation de la dette nette de 15,5 M€ et des actifs de droits d'utilisation de 13,9 M€. Sur le premier semestre 2019, le résultat opérationnel courant s'est amélioré de 0,5 M€, le résultat financier se dégrade de 0,6 M€.

Les principaux impacts quantitatifs et qualitatifs induits par l'application de cette norme sont détaillés dans la Note 2 Conséquences de l'application de la norme IFRS 16 pour les états financiers.

Les nouvelles normes, interprétations et amendements des normes existantes et applicables par anticipation aux périodes comptables ouvertes à compter du 1er janvier 2019 n'ont pas été adoptées par le groupe.

Les comptes consolidés semestriels du groupe Manitou ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 30 juillet 2019.

Note 1.2 Estimation et hypothèses

Les principales zones de jugements et d'estimations pour l'établissement des comptes semestriels résumés sont identiques à celles détaillées dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018.

Note 1.3 Arrêté intermédiaire

Les comptes semestriels, qui ne permettent pas de préjuger de l'année complète, prennent en compte toutes les écritures comptables de fin de période considérées comme nécessaires par la Direction du groupe pour donner une image fidèle des informations présentées.

Les tests de valeur des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles sont réalisés de manière systématique au second semestre dans le cadre de l'élaboration des budgets. Des tests de valeur sont réalisés lors de l'arrêté intermédiaire seulement en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs. Aucun test n'a été réalisé sur la période.

Les hypothèses d'évaluation actuarielle ont été mises à jour à fin juin afin d'actualiser le montant des provisions pour retraites et avantages au personnel (note 15).

Note 2 - Conséquences de l'application de la norme IFRS 16 pour les états financiers

Principes comptables

Le groupe apprécie dorénavant si un contrat est ou contient une location en se fondant sur la nouvelle définition d'un contrat de location. Selon IFRS 16, un contrat ou une partie d'un contrat est ou contient une location s'il accorde le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une certaine durée, en échange d'une contrepartie. Lors de la conclusion ou de la réappréciation d'un contrat comportant une composante location, le groupe alloue la rémunération prévue au contrat à chaque composante, location et non location, sur la base de leur prix distinct relatif.

Le groupe comptabilise un actif « droit d'utilisation » et une dette de loyers à la date de début du contrat de location. L'actif « droit d'utilisation » est initialement évalué au coût, puis ensuite au coût diminué de tout amortissement et de toute perte de valeur cumulée, le montant pouvant être ajusté en fonction de certaines réévaluations du passif de loyers.

La dette de loyers est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers dus non encore payés à la date de début du contrat. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'intérêt implicite du contrat ou, s'il ne peut être aisément déterminé, au taux d'emprunt marginal de chaque filiale. C'est ce dernier taux que le groupe utilise généralement en tant que taux d'actualisation.

La dette de loyers est ensuite augmentée de la charge d'intérêts et diminuée des montants de loyers payés. Elle est réévaluée en cas de modification des loyers futurs à la suite d'un changement d'indice ou de taux, à une nouvelle estimation du montant à payer attendu au titre d'une garantie de la valeur résiduelle ou, le cas échéant, d'une réévaluation de l'exercice d'une option d'achat ou de prolongation ou du non exercice d'une option de résiliation (qui deviennent alors raisonnablement certain).

Le compte de résultat est également impacté, au lieu de la charge d'exploitation, les preneurs constatent une charge d'amortissement du droit d'utilisation (Note 17) et une charge d'intérêt.

Le groupe a procédé à l'étude de ses contrats de location afin de les analyser au regard des critères déterminant une location simple selon IFRS 16. Conformément aux exemptions prévues par la norme, le groupe a exclu les contrats de courte durée (inférieure à 12 mois) et les contrats de faible valeur de l'actif (inférieure à 5 000€).

La durée de contrat correspond à la période contractuelle non résiliable d'utilisation de l'actif en tenant compte, le cas échéant, des options de renouvellement dont l'exercice est raisonnablement certain.

L'option d'application d'IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles n'a pas été retenue par le groupe.

Impacts pour les états financiers

Impacts sur la transition

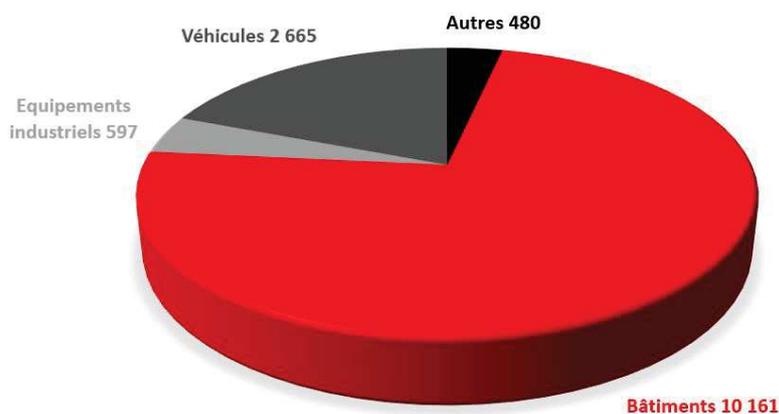
Dans le cadre de la transition à IFRS 16, le groupe a comptabilisé au bilan des actifs « droit d'utilisation » et des dettes de loyers supplémentaires au passif, avec la constatation de la différence dans les résultats non distribués. Les effets de la transition sont résumés ci-dessous.

en milliers d'euros

1er Janvier 2019

Droit d'utilisation des actifs loués	13 903
Impôts différés actif	378
Passifs de loyers	15 474
Résultat non distribué	-1 190

La valeur comptable des droits d'utilisation des actifs loués se décompose comme suit (données en milliers d'euros).



Impacts sur les comptes de la période

	MHA	CEP	S&S	TOTAL
S1 2019				
<i>en milliers d'euros</i>	Material Handling and Access	Compact Equipment Products	Services & Solutions	
Annulation de la charge des loyers de contrats qualifiés précédemment de location simple	1 420	703	1 163	3 286
Amortissements - Droit d'utilisation des actifs loués	-1 167	-593	-1 001	-2 761
Charges financières IFRS 16	-203	-285	-72	-560
TOTAL DE L'IMPACT NET AVANT IMPÔT	50	-175	90	35

NOTE 3 - FAITS MARQUANTS ET ÉVOLUTION DE PÉRIMÈTRE

ÉVOLUTION DE PÉRIMÈTRE

HMME - HANGZHOU MANITOU MACHINERY EQUIPMENT

Le Groupe a finalisé la cession de sa participation dans la société HMME (Hangzhou Manitou Machinery Equipment Co Ltd.) en mars 2019.

Cette cession porte sur une société quasi dormante depuis plusieurs années et ne concerne pas le partenariat que le groupe Manitou entretient avec le groupe Hangcha sur le design et l'assemblage de chariots industriels.

Les titres de la société HMME étaient classés séparément sur la ligne « Actifs destinés à être cédés » et avaient été évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Cette opération n'a pas d'impact sur les résultats du 1er semestre 2019.

FINANCEMENT

En juin 2019, la société Manitou BF a procédé à l'émission d'un nouvel emprunt obligataire privé de 105 M€. Les obligations se décomposent en 3 tranches à 6, 7 et majoritairement 8 ans. Ce placement privé, conclu à des conditions favorables pour le groupe Manitou, lui permet d'allonger la maturité de sa dette et de poursuivre la stratégie de diversification de ses sources de financement. Le produit de ces émissions aura pour vocation de refinancer à terme la dette obligataire existante et sera affecté majoritairement au développement de l'entreprise.

NOTE 4 - SUIVI DU LITIGE POUR CONTREFAÇON

Litige JCB

En mai 2017, le groupe Manitou a été assigné par la société JC Bamford Excavators Limited (JCB) dans trois pays: pour la contrefaçon alléguée de deux brevets européens se rapportant à certaines caractéristiques concernant le système de commande de la coupure de surcharge de certains chariots télescopiques fabriqués et/ou commercialisés. Les trois pays sont la France (Manitou BF), le Royaume-Uni (Manitou BF & Manitou UK) et l'Italie (Manitou Italia).

Sur le plan financier, le demandeur réclamait en mai 2017 devant le tribunal français une provision de 20 millions d'euros à parfaire, portée en juin 2018 par JCB à 50 millions d'euros. Ses demandes financières devant le tribunal anglais n'étaient pas chiffrées et ne le sont toujours pas à la date de publication de ce rapport, mais l'assignation indique qu'à des fins procédurales la valeur commerciale de la demande est estimée à un montant supérieur à 10 millions de livres sterling. Pour l'Italie, l'assignation ne précise aucune demande chiffrée.

1. En France, la procédure judiciaire sur ces litiges s'est poursuivie au cours de l'année 2019.

Dans le cadre d'un incident de procédure, JCB a sollicité des mesures d'interdiction provisoire contre Manitou BF. Une décision a été rendue par le juge de la mise en état le 31 janvier 2019, qui a débouté la société JCB de sa demande en interdiction provisoire sur le premier brevet sur lequel JCB fonde ses allégations et, concernant le deuxième brevet, a interdit provisoirement à Manitou BF, la fabrication, l'offre en vente, la location et la détention d'une ancienne configuration de certains chariots élévateurs télescopiques. Cette décision n'a aucune incidence sur l'activité de Manitou BF dans la mesure où elle porte sur le système de commande de certains modèles produits et vendus avant août 2017 qui ne sont donc plus fabriqués par Manitou BF à ce jour, ce qu'a souligné l'ordonnance. Manitou BF a fait appel de cette décision.

A l'occasion du même incident, Manitou BF avait proposé à titre subsidiaire, si le juge estimait la demande d'interdiction fondée, la mise en place en remplacement des interdictions d'une garantie bancaire de 470 000 euros pour les deux brevets. Cette proposition est devenue sans objet pour le premier brevet, pour lequel le juge n'a pas prononcé d'interdiction. JCB a produit une expertise évaluant son préjudice à 160 millions d'euros (pour les deux brevets) à l'appui d'une demande que la garantie, si elle était ordonnée, soit de 30 millions d'euros (également pour les deux brevets). Cette proposition n'a pas été retenue par le juge, pas plus que la demande d'astreinte de JCB de 100 000 euros par jour de retard, l'astreinte prononcée par le juge étant de 1 000 euros par infraction, la décision ayant souligné que le préjudice allégué par JCB concerne le seul système de commande de coupure de surcharge et non la machine dans sa globalité.

La procédure au fond se poursuit devant le tribunal de grande instance de Paris.

2. Au Royaume Uni, la procédure a progressé au cours de l'année 2019 et une audience de procédure (« Case Management Conférence ») s'est tenue en janvier 2019 après que JCB a finalement effectué les diligences qui lui incombaient. Le calendrier du litige sur 2019-2020 a été établi et le procès a été fixé pour plaider en octobre 2020.

3. En Italie, la procédure se poursuit également au fond mais reste dans une phase préliminaire.

4. En décembre 2018, JCB a fait signifier au groupe Manitou une nouvelle assignation en contrefaçon portant sur un troisième brevet en France (Manitou BF) et au Royaume-Uni (Manitou BF et Manitou UK) et se rapportant toujours à certaines caractéristiques concernant le système de commande de la coupure de surcharge de certains chariots télescopiques fabriqués et/ou commercialisés dans ces deux pays. Cette assignation reprend la demande de provision d'un montant de 50 millions d'euros présentée dans la première procédure introduite en France par JCB. Elle a fait l'objet d'une jonction d'instances au Royaume-Uni mais demeure séparée en France.

5. Enfin, JCB a présenté en Italie (Manitou Italia), en avril 2019, une demande d'interdiction provisoire contre un modèle de chargeuse articulée fabriquée par la filiale italienne du groupe MANITOU, sur la base du troisième brevet et de l'un des brevets déjà opposé au fond en Italie. Cette procédure est en cours.

Le groupe Manitou reste en complet désaccord avec les allégations de JCB et poursuit sa défense avec la plus grande vigueur.

En l'état de l'avancement des procédures, le risque financier susceptible d'être encouru est difficile à estimer de manière fiable. De plus, une sortie de ressource significative au titre de ces demandes semble peu probable eu égard aux éléments avancés par le groupe Manitou pour se défendre. Par conséquent, aucune provision au titre de ces demandes n'a été comptabilisée dans les comptes du groupe.

NOTE 5 - INFORMATIONS SUR LES SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le groupe est organisé autour de 3 divisions, deux divisions produits et une division services :

- La **division produits MHA** (Material Handling and Access) regroupe les sites de production français et italien dédiés en particulier aux chariots télescopiques, aux chariots à mâts industriels et tout-terrain, aux chariots embarqués et aux nacelles élévatrices. Elle a pour mission d'optimiser le développement et la production de ces matériels, de marque Manitou.
- La **division produits CEP** (Compact Equipment Products – matériel compact) a pour mission d'optimiser le développement et la production des chargeuses compactes sur roues, sur chenilles et articulées, des tractopelles et des télescopiques de marques Gehl & Mustang.
- La **division S&S** (Services & Solutions) regroupe l'ensemble des activités de services à la vente (approches financement, contrats de garantie, contrats de maintenance, full service, gestion de flotte, etc.), de services après-vente (pièces de rechange, formation technique, gestion des garanties, gestion de l'occasion, etc.) et de services aux utilisateurs finaux (géolocalisation, formation utilisateurs, conseils, etc.). Cette division a pour objectif de bâtir les offres de services permettant de répondre aux attentes de chacun de nos clients dans notre chaîne de valeur et d'accroître le chiffre d'affaires résilient du groupe.

Ces trois divisions conçoivent et assemblent les produits et les services qui sont distribués par l'organisation commerciale et marketing aux concessionnaires et grands comptes du groupe répartis dans 140 pays.

Conformément à la norme IFRS 8, les informations par secteurs opérationnels sont établies sur la base des reportings opérationnels transmis au management du groupe. Ces informations sont établies selon le référentiel IFRS applicable aux comptes consolidés.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR DIVISION

	MHA	CEP	S&S	TOTAL
S1 2019				
<i>en milliers d'euros</i>	Material Handling and Access	Compact Equipment Products	Services & Solutions	
Chiffre d'affaires	829 884	178 381	155 222	1 163 487
Coût des biens et services vendus	-705 816	-153 975	-111 309	-971 099
Frais de recherche et développement	-11 155	-3 429	8	-14 576
Frais commerciaux, marketing et service	-24 474	-9 247	-24 617	-58 339
Frais administratifs	-17 235	-7 741	-4 530	-29 505
Autres produits et charges d'exploitation	431	-128	-199	103
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	71 635	3 862	14 575	90 071
Perte de valeur des actifs	339	0	0	339
Autres produits et charges opérationnels non courants	-942	-194	-149	-1 284
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	71 032	3 668	14 426	89 126
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	0	0	957	957
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MEE	71 032	3 668	15 383	90 082

	MHA	CEP	S&S	TOTAL
<i>en milliers d'euros</i>	Material Handling and Access	Compact Equipment Products	Services & Solutions	
Chiffre d'affaires	653 364	151 463	136 631	941 458
Coût des biens et services vendus	-557 082	-131 475	-99 252	-787 809
Frais de recherche et développement	-9 686	-1 945		-11 631
Frais commerciaux, marketing et service	-23 089	-7 307	-21 103	-51 499
Frais administratifs	-16 057	-6 926	-4 989	-27 973
Autres produits et charges d'exploitation	706	-165	-43	498
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	48 157	3 644	11 243	63 045
Perte de valeur des actifs	-339			-339
Autres produits et charges opérationnels non courants	-604	-92	-86	-782
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	47 214	3 553	11 157	61 924
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	16		1 001	1 017
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MEE	47 230	3 553	12 158	62 941

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DIVISION ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

					S1 2019
<i>en milliers d'euros</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amériques	APAM	Total
MHA	328 433	382 997	57 929	60 524	829 883
CEP	10 926	21 709	124 610	21 137	178 382
S&S	58 597	49 289	26 294	21 043	155 222
Total	397 956	453 994	208 834	102 703	1 163 487

					S1 2018
<i>en milliers d'euros</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amériques	APAM	Total
MHA	243 412	304 515	46 867	58 570	653 364
CEP	8 663	21 358	97 850	23 592	151 463
S&S	48 570	44 555	24 062	19 445	136 631
Total	300 645	370 427	168 779	101 606	941 458

NOTE 6 - GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Montant brut

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Acquisition	Sortie	Var périmètre	Autres	Écart de Conversion	30.06.2019
Goodwill	71 358					463	71 820
Frais de développement	77 029	6 449			-13	148	83 613
Marques	27 948					172	28 120
Autres immobilisations incorporelles	87 041	3 198			13	216	90 468
Total Immobilisations incorporelles	192 018	9 647			0	534	202 199

Amort. et pertes de valeur

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Dotation	Reprise	Var périmètre	Autres	Écart de Conversion	30.06.2019
Goodwill	-71 070		1			-463	-71 532
Frais de développement	-47 888	-3 190				-64	-51 141
Marques	-27 948					-172	-28 120
Autres immobilisations incorporelles	-72 849	-2 062				-203	-75 115
Total Immobilisations incorporelles	-148 685	-5 253	1			-439	-154 376

Montant net

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	30.06.2019
Goodwill	288	288
Frais de développement	29 141	32 472
Marques		
Autres immobilisations incorporelles	14 192	15 353
Total Immobilisations incorporelles	43 333	47 823

Les principaux investissements de la période concernent les frais de développement et les frais liés aux différents projets informatiques du groupe.

Pour mémoire, les pertes de valeur enregistrées sur les actifs incorporels hors goodwill au 30 juin 2019 s'élèvent à :

<i>en milliers d'euros</i>	30.06.2019
Frais de développement	-1 114
Marques	-28 120
Autres immobilisations incorporelles	-27 443
Total Immobilisations incorporelles	-56 677

NOTE 7 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Montant brut

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Acquisitions	Cessions	Var périmètre	Autres	Écart de conversion	30.06.2019
Terrains	37 022	657	0	0	159	42	37 880
Constructions	159 912	2 843	-33	0	2 704	352	165 777
Installations techniques, matériel et outillages	189 033	3 687	-3 777	0	1 271	335	190 549
Autres immobilisations corporelles	103 229	15 496	-916	0	-7 731	241	110 321
Immob. corporelles en cours	13 085	8 167	0	0	-4 715	25	16 562
TOTAL	502 282	30 850	-4 726	0	-8 312	995	521 089

Amort. et pertes de valeur

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Dotation	Reprise	Var périmètre	Autres	Écart de conversion	30.06.2019
Terrains	-8 986	-448	0	0	0	-7	-9 442
Constructions	-98 189	-3 105	260	0	0	-116	-101 151
Installations techniques, matériel et outillages	-155 541	-5 793	3 033	0	-402	-252	-158 956
Autres immobilisations corporelles	-63 912	-4 511	938	0	2 719	-133	-64 899
Immob. corporelles en cours	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	-326 629	-13 857	4 231	0	2 318	-507	-334 448

Montant net

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	30.06.2019
Terrains	28 036	28 438
Constructions	61 723	64 626
Installations techniques, matériel et outillages	33 491	31 593
Autres immobilisations corporelles	39 317	45 421
Immob. corporelles en cours	13 085	16 562
TOTAL	175 652	186 641

Les investissements sur le semestre concernent principalement l'investissement dans la flotte locative pour 11,3 M€, l'investissement immobilier pour 10,7 M€ et le renouvellement de matériels et outillages pour 5,5 M€.

NOTE 8 - DROIT D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS

Montant brut

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	IFRS 16 - première application	Acquisition	Cessions	Var périmètre	Autres	Écart de conversion	30.06.2019
Terrains et constructions - droit d'utilisation		18 826	1 697	-1 086		74	247	19 759
Véhicules - droit d'utilisation		5 260	842	-920			38	5 219
Équipements industriel - droit d'utilisation		1 049	98	-183			2	966
Autres immobilisations corporelles - droit d'utilisation		914	433	-28			7	1 327
TOTAL		26 050	3 070	-2 217		74	295	27 272

Amort. et pertes de valeur

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	IFRS 16 - première application	Dotation	Reprise	Var périmètre	Autres	Écart de conversion	30.06.2019
Terrains et constructions - droit d'utilisation		- 8 665	-1 531	1 083		-35	-104	-9 252
Véhicules - droit d'utilisation		-2 595	-903	930			-25	-2 594
Équipements industriels - droit d'utilisation		-453	-179	183			2	-447
Autres immobilisations corporelles - droit d'utilisation		-435	-149	28			-2	-558
TOTAL		-12 148	-2 761	2 224		-35	-129	-12 851

Montant net

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	30.06.2019
Terrains et constructions - droit d'utilisation		10 507
Véhicules - droit d'utilisation		2 626
Équipements industriels - droit d'utilisation		519
Autres immobilisations corporelles - droit d'utilisation		770
TOTAL		14 421

NOTE 9 - INSTRUMENTS FINANCIERS

9.1 Réconciliation des lignes du bilan - actif

	30.06.2019			
<i>en milliers d'euros</i>	Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	Actifs financiers évalués au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Total bilan
Actifs financiers non courants	3 838	88	3 652	7 578
Actifs financiers courants		36	4 329	4 365
Trésorerie et équivalents de trésorerie			93 679	93 679
Créances de financement des ventes - part non courante (Note 12)		10 126		10 126
Autres actifs non courants		410		410
Clients (Note 11)		438 552		438 552
Créances de financement des ventes - part courante (Note 12)		2		2
Autres créances courantes		39 075		39 075
Total	3 838	488 289	101 660	593 787

	31.12.2018			
<i>en milliers d'euros</i>	Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global	Actifs financiers évalués au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Total bilan
Actifs financiers non courants	3 620	85	5 003	8 708
Actifs financiers courants		18	4 394	4 412
Trésorerie et équivalents de trésorerie			27 623	27 623
Créances de financement des ventes - part non courante (Note 12)		8 210		8 210
Autres actifs non courants		375		375
Clients (Note 11)		361 685		361 685
Créances de financement des ventes - part courante (Note 12)		2 487		2 487
Autres créances courantes		41 538		41 538
Total	3 620	414 398	37 020	455 038

9.2 Réconciliation des lignes du bilan – passif

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	30.06.2019
Passifs financiers non courants (Note 9.3)	38 477	151 389
Passifs de loyers non courants		10 193
Autres passifs non courants	3 101	3 283
Passifs financiers courants (Note 9.3)	141 658	132 080
Passifs de loyers courants		5 908
Fournisseurs	292 715	325 564
Autres dettes courantes	148 640	155 648
Total	624 592	784 065

9.3 Passifs financiers courants et non courants

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	30.06.2019
Financements à court terme et découverts bancaires	28 123	34 767
Emprunts bancaires	86 384	71 842
Emprunts sur locations financement	259	3
Dettes financières relative aux ventes avec recours	0	0
Dérivés passifs - change et taux	5 200	3 431
Emprunts obligataires	12 455	12 478
Autres emprunts	8 780	9 560
Engagements de rachat de titres minoritaires	457	0
TOTAL Passifs financiers courants	141 658	132 080

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	30.06.2019	un à cinq ans	+ cinq ans
Emprunts bancaires	4 664	14 190	10 884	3 306
Emprunts sur locations financement	355	101	101	0
Dette financière relative aux ventes avec recours	0	0	0	0
Dérivés passifs - taux	0	0	0	0
Emprunts obligataires	24 841	129 214	24 862	104 352
Autres emprunts	7 363	6 627	6 627	0
Engagement de rachats de titres de minoritaires	1 255	1 255	1 255	0
TOTAL Passifs financiers non courants	38 477	151 388	43 730	107 658

Le groupe assure le financement de ses besoins par des financements bancaires (crédits moyens termes ou lignes de découverts bancaires) et par des emprunts obligataires. Depuis 2012, il a diversifié ses financements en émettant des emprunts obligataires. Cette diversification s'est poursuivie avec l'émission d'un nouvel emprunt obligataire privé de 105 M€ en juin 2019. Par ailleurs, le contrat de financement bancaire de la société mère a été aménagé et étendu en décembre 2016 pour une durée de 5 ans, à laquelle s'ajoutent deux possibilités d'extension d'1 an, qui ont été activées portant l'échéance du financement à décembre 2023.

Ce contrat inclut des clauses de ratios (covenants), de « material adverse change » et de « cross default » pouvant limiter les possibilités d'utilisation ou affecter le terme des lignes de crédit. Il comprend des clauses de « negative pledge » assorties de seuils et de dérogations.

Lignes	Signataire	Principales clauses contractuelles S2 2016 à S2 2023
Revolving Facility	Manitou BF	Gearing < 1 Leverage <3,5 sauf quelques exceptions Limitation des investissements Limitation des acquisitions et des cessions des actifs Limitation de l'endettement additionnel Clause de changement de contrôle Dividende inférieur à 100% du résultat net

NOTE 10 – STOCKS

Montant brut

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Variation de périmètre	Reclassement	Mouvements	Ecart de conversion	30.06.2019
Matières premières	189 178	0	0	6 194	338	195 710
Encours de fabrication	40 964	0	-1	6 138	66	47 168
Produits finis	237 653	0	5 862	30 377	657	274 550
Marchandises	127 119	0	91	-9 374	498	118 334
Total	594 915	0	5 953	33 336	1 559	635 763

Provision

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Variation de périmètre	Reclassement	Mouvements	Ecart de conversion	30.06.2019
Matières premières	-5 611	0	1	-326	-9	-5 944
Encours de fabrication	-41	0	0	-51	-1	-93
Produits finis	-3 961	0	43	78	-12	-3 852
Marchandises	-10 663	0	32	-807	-48	-11 486
Total	-20 275	0	76	-1 107	-70	-21 375

Montant net

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Variation de périmètre	Reclassement	Mouvements	Ecart de conversion	30.06.2019
Matières premières	183 568	0	1	5 868	330	189 766
Encours de fabrication	40 922	0	-1	6 087	66	47 075
Produits finis	233 693	0	5 905	30 455	645	270 698
Marchandises	116 457	0	123	-10 181	449	106 848
Total	574 640	0	6 028	32 229	1 490	614 387

NOTE 11 – CLIENTS

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Variation de périmètre	Reclassement	Mouvements	Ecart de conversion	30.06.2019
Clients - brut	366 567	0	0	75 645	1 315	443 528
Clients - dépréciation	-4 883	0	0	-74	-21	-4 976
Clients - net	361 685	0	0	75 572	1 295	438 552
TOTAL	361 685	0	0	75 572	1 295	438 552

NOTE 12 - CRÉANCES DE FINANCEMENT DES VENTES

Sont regroupées sur cette ligne, les créances représentatives de financements accordés aux clients finaux. Il s'agit soit de ventes via la mise en place de contrats de location-financement, soit de financement des ventes aux clients finaux.

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Variation de périmètre	Autres	Mouvements	Écart de conversion	30.06.2019
Brut						
Créances de location financement	10 697			-797	226	10 128
Financement des clients finaux	527			-6	3	524
Créances de financement des ventes - Brut	11 224			-803	229	10 652
Dépréciation						
Créances de location financement						
Financement des clients finaux	-527			6	-3	-524
Créances de financement des ventes - Dépréciation	-527			6	-3	-524
Net						
Créances de location financement	10 697			-797	226	10 128
Financement des clients finaux						
Créances de financement des ventes - Net	10 697			-797	226	10 128
Dont						
Part non courante	8 210			1 754	162	10 126
Part courante	2 487			-2 551	64	2

NOTE 13 - CAPITAUX PROPRES

13.1 Capital social

Le capital s'élève à 39 668 399 euros et est composé de 39 668 399 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

13.2 Titres d'auto-contrôle

<i>en nombre d'actions</i>	Réalisations au 31.12.2018	% du capital	Réalisations au 30.06.2019	% du capital
Détentions à l'ouverture (plan d'actions)	1 381 461		1 381 461	
Achats d'actions				
Ventes d'actions				
Levées d'options d'achat				
Détention à la clôture (plan d'actions)	1 381 461	3,48%	1 381 461	3,48%
Couverture des options d'achats				
Contrat de liquidité	27 458		19 139	
Somme des titres en auto-contrôle	1 408 919	3,55%	1 400 600	3,53%

Le coût d'acquisition des titres achetés, le produit de la cession des titres vendus et le résultat lié à l'annulation d'actions détenues en auto-contrôle ont été inscrits en diminution et en augmentation de la situation nette. Les actions d'auto-contrôle ne donnent pas droit à distribution de dividendes.

NOTE 14 - PROVISIONS

14.1 Détail des provisions

<i>en milliers d'euros</i>	30.06.2019	Dont part à moins d'un an	Dont part à plus d'un an
Provisions pour garantie	18 503	13 401	5 102
Provisions pour risques divers	6 137	2 624	3 513
SOUS-TOTAL	24 640	16 025	8 615
Provisions pour avantages au personnel (Note 15)	40 410	393	40 017
TOTAL	65 050	16 418	48 632

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Dont part à moins d'un an	Dont part à plus d'un an
Provisions pour garantie	16 244	12 295	3 950
Provisions pour risques divers	6 312	2 54	3 772
SOUS-TOTAL	22 557	14 835	7 722
Provisions pour avantages au personnel (Note 15)	37 897	251	37 646
TOTAL	60 453	15 086	45 368

14.2 Mouvement des provisions - hors avantages au personnel

<i>en milliers d'euros</i>	31.12.2018	Augmentation	Reprise de provision utilisée	Reprise de provision non utilisée	Variation de périmètre	Reclas- sement	Écart de conversion	30.06.2019
Provisions pour garantie	16 244	5 635	-2 968	-465	0	39	18	18 503
Provisions pour risques divers	6 312	540	-717	-20	0	0	22	6 137
TOTAL	22 557	6 175	-3 686	-485	0	39	40	24 640

GARANTIE

Les montants enregistrés au titre de la constitution et de la reprise de provisions pour garantie sont principalement inclus dans la ligne « Coût des biens et services vendus » du compte de résultat tout comme les coûts réels de garantie. Cette ligne inclut aussi des provisions constituées au titre de campagnes de rappels de matériels à la suite des incidents de qualité fournisseur.

RISQUES DIVERS

Les risques divers concernent principalement les litiges commerciaux, sociaux ou fiscaux. Les provisions enregistrées correspondent à la meilleure estimation à la date de clôture par le groupe et ses conseils des risques encourus concernant les litiges en cours.

LITIGE POUR CONTREFAÇON

Voir note 4.

NOTE 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'augmentation des salaires tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du groupe. Les taux utilisés pour l'évaluation du 1^{er} semestre 2019 sont les suivants :

					30.06.2019
	France	Royaume-Uni	Italie	Etats-Unis	Inde
Evolution des salaires	4,00%	n/a	n/a	n/a	9,00%
Evolution des retraites	n/a	5,00%	n/a	n/a	n/a
Taux d'actualisation financière	1,20%	2,25%	1,20%	3,40%	7,00%

A la suite de l'évolution des taux d'intérêts, les taux d'actualisation utilisés pour les engagements ont été ajustés par rapport à ceux utilisés au 31 décembre 2018.

Une évolution de -0,5% du taux d'actualisation augmenterait de 4 437 K€ la dette actuarielle du groupe (DBO) :

<i>en milliers d'euros</i>	DBO
Europe (inc. France)	2 219
Royaume-Uni	356
Etats-Unis	1 809
Inde	53
Total	4 437

NOTE 16 - DÉTERMINATION DE LA CHARGE D'IMPÔTS

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt a été déterminée en appliquant au résultat comptable de la période le taux d'impôt moyen annuel prévisionnel de l'année fiscale en cours.

NOTE 17 – CHARGES PAR NATURE DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

<i>en milliers d'euros</i>	2018	S1 2018	S1 2019
Achats matières	-1 246 071	-624 327	-779 042
Main d'œuvre directe et indirecte	-185 709	-93 005	-112 076
Dotations aux amortissements	-28 471	-13 703	-16 882
Autres	-109 547	-56 775	-63 099
Coût des biens et services vendus	-1 569 798	-787 809	-971 099
Charges externes	-68 633	-31 947	-36 149
Frais de personnel	-108 741	-55 388	-60 536
Dotations nettes aux amortissements (hors production)	-7 054	-3 707	-4 758
Autres	-12	438	-874
Autres charges du résultat opérationnel courant	-184 440	-90 604	-102 317
CHARGES PAR NATURE DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	-1 754 238	-878 413	-1 073 416

La charge locative relative aux contrats de location entrant dans le champ d'IFRS 16 mais bénéficiant d'une exemption (durée du contrat inférieure à 12 mois ou valeur de l'actif inférieure à 5 000 euros) n'est pas incluse dans l'évaluation de la dette et s'élève à 2 M€ pour le premier semestre 2019.

NOTE 18 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

Sont comptabilisés en produits et charges opérationnels non courants certains éléments significatifs à caractères inhabituels par leur nature et leur fréquence tels que des dépréciations d'actifs, des frais d'acquisition et d'intégration, des coûts de restructuration et de réorganisation, des litiges.

Ils se décomposent de la manière suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	S1 2018	S1 2019
Coûts de personnel liés aux réorganisations	0	0
Impairment d'actifs	-339	0
Dotations nettes aux provisions pour risques et charges	0	0
Autres produits et charges non récurrents	-782	-945
TOTAL	-1 121	-945

En 2019, le poste inclut essentiellement des frais relatifs à des projets d'acquisition.

En 2018, les autres charges non récurrentes comprenaient principalement une perte liée à l'appréciation à la juste valeur des titres de la société HMME destinés à être cédés, ainsi que des honoraires juridiques relatifs à un litige en cours sur des brevets.

NOTE 19 - INFORMATIONS SUR LA GESTION DES RISQUES

Les facteurs de risques sont de même nature que ceux qui sont exposés dans le chapitre 3 du Document de Référence 2018. Les principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice sont exposés dans le paragraphe 1.7 du rapport d'activité.

NOTE 20 - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Au cours du premier semestre 2019, les principales opérations avec les sociétés consolidées selon la méthode de mise en équivalence sont les suivantes :

<i>en milliers d'euros</i>	S1 2018		S1 2019	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Manitou Finance France SAS	610	1 564	909	2 611
Manitou Finance Ltd	796	68 306	1 054	88 111
Hangzhou Manitou Machinery Equipment Co Ltd		83		

NOTE 21 - LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Société consolidante

Manitou BF SA Ancenis, France

		Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Sociétés intégrées				
Manitou Americas Inc.	West Bend, Wisconsin, Etats-Unis	IG	100%	100%
Manitou North America	West Bend, Wisconsin, Etats-Unis	IG	100%	100%
Manitou Equipment America	West Bend, Wisconsin, Etats-Unis	IG	100%	100%
Gehl Power Products, Inc	Yankton, South-Dakota, Etats-Unis	IG	100%	100%
Manitou Brasil Manipulacao de Cargas Ltda.	São Paulo, Brésil	IG	100%	100%
Manitou Chile	Las Condes, Chili	IG	100%	100%
Manitou Mexico	Mexico DF, Mexique	IG	100%	100%
Compagnie Francaise de Manutention Ile-de-France	Jouy le Moutier, France	IG	100%	100%
Manitou Global Services	Ancenis, France	IG	100%	100%
LMH Solutions SAS	Beaupréau-en-Mauges, France	IG	100%	100%
Manitou Développement*	Ancenis, France	IG	100%	100%
Cobra MS*	Ancenis, France	IG	100%	100%
Manitou Italia Srl	Castelfranco Emilia, Italie	IG	100%	100%
Manitou UK Ltd	Verwood, Royaume-Uni	IG	99,4%	99,4%
Manitou Benelux SA	Perwez, Belgique	IG	100%	100%
Manitou Interface and Logistics Europe	Perwez, Belgique	IG	100%	100%
Manitou Deutschland GmbH	Ober-Mörlen, Allemagne	IG	100%	100%
Manitou Portugal SA	Villa Franca, Portugal	IG	100%	100%
Manitou Manutencion Espana SI	Madrid, Espagne	IG	100%	100%
Manitou Vostok Llc	Moscou, Fédération Russe	IG	100%	100%
Manitou Polska Sp Z.o.o.	Raszyn, Pologne	IG	100%	100%
Manitou Nordics Sia	Riga, Lettonie	IG	100%	100%
Manitou Southern Africa Pty Ltd.	Johannesburg, Afrique du Sud	IG	74%	74%
Manitou Australia Pty Ltd.	Alexandria, Australie	IG	100%	100%
Manitou Asia Pte Ltd.	Singapour	IG	100%	100%
Manitou South Asia Pte Ltd.	Gurgaon, Inde	IG	100%	100%
Manitou China Co Ltd.	Shanghai, Chine	IG	100%	100%
Manitou Middle East Fze	Jebel Ali, Emirats Arabes Unis	IG	100%	100%
Manitou Malaysia Mh	Kuala Lumpur, Malaisie	IG	100%	100%
Manitou Equipment India	Greater Noida, India	IG	100%	100%
Manitou Finance France SAS	Nanterre, France	MEE	49%	49%
Manitou Finance Ltd.	Basingstoke, Royaume-Uni	MEE	49%	49%
Marpoll Pty Ltd (LiftRite Hire & Sales)	Perth, Australie	IG	50,5%	50,5%

IG : Intégration globale

MEE : Mise en équivalence

* sociétés sans activité

NOTE 22 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant

3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2019

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société MANITOU BF S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

3.1 CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1 « Normes et interprétations appliquées – Application et interprétation des normes et règlements » relative aux évolutions des normes et interprétations, que la société applique au 1er janvier 2019, et en particulier au changement de méthode résultant de l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location », dont l'incidence sur les états financiers au 1er janvier 2019 est présentée en note 2 « Conséquences de l'application de la norme IFRS 16 pour les états financiers » de l'annexe aux comptes consolidés.

3.2 VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés

Nantes, le 30 juillet 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Vincent Broyé
Associé

Gwénaél Chedaleux
Associé

Orvault, le 30 juillet 2019

RSM Ouest

Jean-Michel Picaut
Associé

4 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

Monsieur Michel Denis, Directeur Général

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Ancenis, le 30 juillet 2019

MANITOU GROUP

SIÈGE SOCIAL

430, rue de l'Aubinière BP 10249
44158 Ancenis cedex - France

T +33 (0)2 40 09 10 11

WWW.MANITOU-GROUP.COM



@GroupManitou



fr.linkedin.com/company/manitou-bf



RÉALISATION :  nobilito - RCS NANTES 500 547 260

CRÉDITS PHOTOS : GAËL ARNAUD, MANITOU GROUP

IMPRESSION : GOUBAULT - CERTIFIÉ ISO 14001
IMPRIMÉ AVEC DES ENCREs VÉGÉTALES SUR PAPIER
60% RECYCLÉ, 40% FSC.

MANITOU BF SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 39 621 598 €
/ RCS NANTES B857 802 508 / SIRET 857 802 508 00047
/ APE 292 D / APE - NAF 2822Z